

# La Voix de l'Opposition de Gauche

**Le 21 mars 2020**

## **CAUSERIE ET INFOS**

Au lieu que la majorité des personnes attrapent tranquillement le virus et développent immédiatement des anticorps si nécessaire, de tester sur le champ les personnes (âgées ou déjà malade) à risque pour les isoler si besoin était ou les protéger, tandis qu'une minorité toutes générations confondues parmi la population présentant les symptômes d'une infection due à l'absence de ces anticorps serait immédiatement pris en charge ou traité, vaut mieux encore faire durer le plaisir en les confinant tous, car c'est le meilleur moyen pour avoir le maximum de morts, semer la panique et le chaos. Dans l'attente de mesures coercitives draconiennes ou brutales économiques et politiques contre l'ensemble des travailleurs.

On ne se protège pas d'un virus en se cloîtrant chez soi, d'ailleurs généralement il est trop tard, donc c'est complètement stupide, mais en ayant un mode de vie approprié. Mais comme la plupart des gens ignorent ce que cela signifie, il ne leur reste plus qu'à se transformer en moutons de Panurge à leur risque et péril.

• [pages au format pdf](#)

**Complément en milieu de journée le 21, la suite plus loin.**

## **Contrôle et domination. Un coup de force du gouvernement mondial. Qui en douterait ?**

Trump en 2018 - «Les États-Unis choisiront toujours l'indépendance et la coopération plutôt que la gouvernance mondiale, le contrôle et la domination» (Slate.fr 21 mars 2020)

## **Ils touchent le fond.**

- (POID) - Non au coup de force antidémocratique ! Ne touchez pas à nos retraites ! - 1 mars 2020

Trois semaines plus tard, ils plébiscitent le confinement et le coup d'Etat contre les libertés individuelles et collectives !

## **Voilà qui devrait les ravir.**

Demain dimanche 22 mars, les 1,350 milliard d'Indiens vont être confinés, personne ne vous l'a dit, je viens l'apprendre ce samedi matin. (Je confirme dimanche matin, aucune agence de presse ne l'a relayé.)

## **Il l'est déjà et le pire est à venir en la matière.**

- Le coronavirus Covid-19 sera un révélateur, des États et des personnes. Slate.fr 21 mars 2020

## **Entretien de Jean-François Kahn au Point.**

Jean-François Kahn : Personne n'aurait pu imaginer qu'un régime démocratique puisse réussir à imposer ce qu'aucune dictature – même les plus intraitables – n'avait tenté : imposer l'assignation à résidence de toute une population. Cela fait réfléchir, car beaucoup de nos idées reçues ont été

battues en brèche : on disait les Français individualistes, anarchistes, ils se sont soumis au confinement sans broncher. LePoint.fr 21 mars 2020

LVOG - Le reste de cet entretien était d'une démagogie crasse sans fond.

C'est bien parce que "les Français" étaient dépourvus de conscience de classe ou avaient adopté un mode de pensée libéral-libertaire, hyper individualiste, qu'ils avaient pu s'adapter à la dérive dictatoriale néolibérale, il n'y a donc nulle contradiction dans leur comportement. Le confinement flatte leur penchant individualiste, chacun chez soi et chacun pour sa gueule...

● [Déclaration du Groupe marxiste internationaliste - Face à la crise combinée de la santé publique et de l'économie capitaliste.](#)

● [Covid-19 : propagande et manipulation, par Thierry Meyssan \(Réseau Voltaire\) - 20 mars 2020](#)

---

**Dimanche 22 mars 2020.**

**[La pandémie du coronavirus Covid-19 est une fake news, une sordide machination ou imposture politique.](#)**

Vérifions-le avec un modèle du genre qui vous est proposé par la gauche américaine et britannique (La droite en fait). Ils en savent des choses .!

Paru sur Moon of Alabama sous le titre False Claims About The Novel Coronavirus And How To Debunk Them, et publié le 20 mars 2020 par Entelekheia.

Faux :

Le virus provient d'un laboratoire P4 de recherches militaires.

Les faits :

Rien ne prouve que le virus provienne d'un laboratoire d'armes biologiques chinois, américain ou autre. Cette affirmation n'a en fait aucun sens. Le génome du virus est constitué de plus de 23 000 « lettres ». Il est sensiblement différent du génome des autres virus connus. (Ajouté) : Il n'est pas fabriqué en laboratoire.

Nous offrons une perspective sur les caractéristiques notables du génome du SRAS-CoV-2 et discutons des scénarios selon lesquels elles auraient pu apparaître. Nos analyses montrent clairement que le CoV-2 du SRAS n'est pas une fabrication de laboratoire ni un virus manipulé.

Créer artificiellement une entité aussi complexe et tester toutes ses variantes aurait été un programme de la taille du projet Manhattan et aurait coûté des milliards.

Les chercheurs en armes biologiques sont des gens sains d'esprit qui disposent d'un budget limité. Ils cherchent des méthodes aptes à vaincre un ennemi. Un virus qui touche tous les humains sans discrimination, mais qui tue prioritairement des personnes très âgées n'aurait aucune valeur militaire.

LVOG - Il aurait une valeur économique et politique, mais il ne faut surtout pas le dire. Sans rire, *"les chercheurs en armes biologiques sont des gens sains d'esprit"*, qu'il nous soit permis d'en douter fortement. Et, pas un mot sur les multiples fuites et disparitions de virus dont les médias

américains et autres ont rendu compte. La soi-disant gauche pourrait s'aligner sur la doxa officielle, quoi de plus naturel.

Et dans le même article

Moon of Alabama - La source du virus n'est en fait pas encore connue.

LVOG - Alors fermez-la !

### **Plus sérieusement.**

Hier j'ai manqué d'a propos. En fait avec 10 à 20.000 morts chaque année en France, la grippe saisonnière est plus dangereuse que le coronavirus durant une période équivalente, et c'est cela la meilleure ou pourquoi ils ne tiennent pas à ce qu'on les comparent.

Selon les documents officiels figurant ci-dessous, l'épidémie de grippe saisonnière proprement dite dure environ chaque année entre 10 et 16 semaines, mais la grippe commence aux alentours de la 40<sup>e</sup> semaine de l'année et s'étend ensuite pour devenir épidémique de la 43<sup>e</sup> semaine de l'année jusqu'à la 15<sup>e</sup> semaine de l'année suivante, soit environ de la fin mi ou fin octobre jusqu'au début du mois d'avril, soit au total 5 mois.

Alors qu'un vaccin existe pour la grippe, donc sur ce plan-là c'est aussi une imposture effroyable.

La santé correspond à un état d'équilibre qui peut être remis en cause à tout moment, cela fait partie de la nature humaine, mais même cela on l'ignore. Ceux qui s'expriment officiellement ou en public sont manifestement des charlatans, des ignorants ou des ennemis de la civilisation humaine.

Si vous préférez les croire ou vivre dans le déni, qu'est-ce qu'on y faire ? Rien malheureusement. Après vous pourrez toujours vociférer ou gesticuler quand ils vous présenteront la note, pour avoir été les agents ou les complices de cette cynique farce, votre crédibilité sera égal à zéro et vous réglerez cette note rubis sur l'ongle jusqu'au dernier centime, voilà ce qui vous pend au nez.

### **Documents.**

2016-2017 - La surveillance épidémiologique et virologique de la grippe a débuté en semaine 40/2016 (3-9 octobre 2016) et s'est terminée en semaine 14/2017 (3-9 avril 2017). La période épidémique a débuté en Bretagne et en Île-de-France en semaine 49/2016 (5-11 décembre) et s'est étendue en deux semaines à l'ensemble de la métropole. Elle s'est poursuivie jusqu'à la semaine 6/2017 (6-12 février), soit une durée totale de 10 semaines.

[http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2017/22/2017\\_22\\_1.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2017/22/2017_22_1.html)

2017-2018 - En France métropolitaine, la surveillance épidémiologique et virologique de la grippe a débuté en semaine 40/2017 (2-8 octobre 2017) et s'est terminée en semaine 16/2018 (16-22 avril 2018). L'épidémie de grippe a débuté en Île-de-France en semaine 49/2017 (4-10 décembre) et s'est étendue en quatre semaines à l'ensemble de la métropole. Elle s'est terminée en semaine 12/2018 (19-25 mars), soit une durée de 16 semaines (figure 1). Cette épidémie a été précoce et d'une durée exceptionnellement longue.

[http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/34/2018\\_34\\_1.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/34/2018_34_1.html)

**Ils se basent sur l'état des systèmes de santé dans le monde, qu'ils ont contribué à détériorer minutieusement année décennie après décennie.**

**- Coronavirus : "Ce n'est pas une grippe saisonnière" rappelle l'OMS - Euronews avec AFP 21 mars 2020**

"Regardez ce qui se passe dans certains systèmes de santé dans le monde... les unités de soins intensifs complètement débordées et les médecins et les infirmières complètement épuisés. Ce n'est pas normal. Ce n'est pas juste une mauvaise grippe saisonnière", rappelle le Dr Mike Ryan, directeur exécutif chargé du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire. Euronews avec AFP 21 mars 2020

**La preuve.**

LVOG - Et comme ils ont de la suite dans les idées, ils ont tout prévu pour l'après. Et vous ? Non, évidemment puisque vous étiez dans le déni de la stratégie politique de l'oligarchie, complotiste pensiez-vous. N'oubliez pas de remercier vos dirigeants, dans tous les sens du terme, sans illusion !

**Covid-19 : « Nous ne nous trouvons pas face à une surprise stratégique ! » - lepoint.fr 21 mars 2020**

Une crise majeure semblable à celle du Covid-19 était prévue depuis 2002. Les gouvernements le savaient et n'ont pas suffisamment agi, explique le directeur de l'Irsem.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), qui dépend de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. L'occasion de revenir avec lui sur les conséquences internationales de la crise du Covid-19. Elle avait été prévue par les experts. Les gouvernements ne les ont pas entendus et n'ont pas préparé la riposte.

Les événements actuels avaient-ils été anticipés par les chercheurs travaillant sur l'anticipation stratégique ?

Je me suis replongé dans les différents exercices de prospectives publiés depuis les années 2000. L'épidémie de Sras (2002-2003) avait déclenché l'alerte. Les rapports successifs du National Intelligence Council américain anticipent assez précisément ce risque depuis 2004. Celui de 2008, par exemple, élabore le scénario d'une pandémie causée par « l'émergence d'une maladie respiratoire virulente, nouvelle et très contagieuse contre laquelle il n'y aurait pas de traitement » et qui serait née dans une zone « à forte densité et où il y a une proximité entre humains et animaux, comme dans certains endroits de Chine ». En France, le risque pandémique figure dans le Livre blanc de 2008, qui juge « plausible » l'apparition d'une « pandémie massive à forte létalité » dans « les quinze années à venir ». On en parle aussi dans le Livre blanc de 2013. La Revue stratégique de 2017 n'emploie pas le mot de « pandémie », mais prend bien en compte « le risque d'émergence d'un nouveau virus ». Nous ne nous trouvons donc pas face à une surprise stratégique.

Si l'anticipation a été convenablement effectuée, depuis près de vingt ans, pourquoi donc les gouvernements se trouvent-ils dans un tel désarroi, sans aucune préparation devant la pandémie pourtant prévue ?

Parce que, même anticipée, une catastrophe crée forcément un choc lorsqu'elle arrive. Et parce que la difficulté est moins d'anticiper – on y arrive pas si mal – que d'avoir de l'influence. Une fois écrits, ces documents doivent être lus et susciter des décisions. Le problème est qu'ils anticipent

des dizaines de risques plus ou moins probables et plus ou moins graves. Les moyens sont forcément limités, donc, il faut faire des arbitrages. Certains risques sont jugés prioritaires, d'autres moins. On peut espérer que cette pandémie, qui n'est pas la dernière ni peut-être la plus létale, fasse remonter les crises sanitaires dans l'ordre des priorités à l'avenir.

À l'heure où nous sommes, quelles leçons initiales tirez-vous de la crise ? Comment voyez-vous le premier jour de l'après-crise, en termes de relations internationales ?

L'après-crise sera graduelle, on en sortira progressivement, mais on voit déjà la remise en cause de certains aspects de la globalisation. En premier lieu, le besoin de mieux contrôler les flux mondiaux (migratoires, touristiques, économiques), qui sont autant de vecteurs de la pandémie. Un deuxième aspect concerne l'interdépendance économique, et notamment la dépendance à l'égard de la Chine. À l'époque du Sras, la Chine assurait 8,5 % de la production mondiale. On en est à 20 %. Le besoin de reprendre le contrôle dans les secteurs stratégiques est indiscutable, quitte à nationaliser certaines chaînes de production pour garantir l'autonomie nationale. Une autre remise en cause pourrait concerner nos modes de vie, en particulier l'urbanisation galopante. L'exode des habitants des grandes villes et la généralisation du télétravail pourraient laisser des traces et encourager de nouvelles formes d'organisation.

La solidarité internationale a-t-elle perdu son sens dans cette période troublée de repli et de fermeture ?

Cette crise confirme ce que dit le réalisme en théorie des relations internationales : les principaux acteurs restent les États, qui cherchent à maximiser leur intérêt national. C'est chacun pour soi, aux dépens de la coopération et des institutions internationales. Les recommandations de l'OMS, par exemple, n'ont pas été prises au sérieux au début et continuent de ne pas l'être par certains pays.

De là à dire, comme Edgar Morin, que cette crise nous montre que « la mondialisation est de l'interdépendance sans solidarité », il y a un pas que je ne franchirai pas. Le vrai test de la solidarité internationale arrivera lorsque l'Afrique sera touchée, ou des zones de guerre au Moyen-Orient, ou des camps de réfugiés. Nous verrons alors comment nous, qui ne sommes pas les plus vulnérables, réagirons face à un risque qui pourrait conduire, dans certaines zones, à des actes de violence, voire à l'effondrement des États les plus fragiles. En attendant, la solidarité s'exprime tous les jours en Europe, avec les mesures prises par la Commission et la Banque centrale, et aussi à l'échelle nationale, entre voisins, à l'égard du personnel soignant, etc. La crise révèle au contraire une vraie envie de solidarité. lepoint.fr 21 mars 2020

### **Commentaire d'un internaute.**

- *"Des peuples et des états du monde entier contribueront forcément à accélérer la propagation des épidémies. C'est une évidence. La seule solution serait que la prévention des risques soient gérée non pas individuellement, mais collectivement. Ce qui n'est pas possible dans l'état des choses. C'est comme le réchauffement climatique, certains états veulent l'ignorer par facilité."*

LVOG - Si les peuples et les Etats du monde entier ne sont pas capables de gérer ces risques, que signifie le "*collectivement*" sinon une institution supranationale mondiale qui se substituerait à eux ou détiendrait tous les pouvoirs. Et qui la contrôlerait, sinon l'oligarchie financière. C'est dans cette voie qu'ils avancent lentement mais sûrement, sans que rien ne puisse les arrêter, puisque le mouvement ouvrier international ne s'est jamais relevé du coup que lui avait porté le stalinisme. Nos ennemis le savent, alors ils osent tout, voilà tout.

Chaque fois qu'on a évoqué ou qu'on a osé mentionner même du bout des lèvres leur intention d'instaurer un nouvel ordre mondial, un gouvernement mondial totalitaire, on a perdu des lecteurs,

on nous a pris pour un illuminé, un connard, un souverainiste, un nationaliste, un gauchiste, un révisionniste, un extrémiste, de droite cela va de soi! Je plains tous tous mes détracteurs, franchement je ne voudrais pas être à leur place aujourd'hui et encore moins demain. Combien peuvent encore se ressaisir ? Je l'ignore, au vu des courriels que je reçois, apparemment aucun, toutefois demeurons optimiste, on n'a pas le choix.

### **Essayons de nous élever au-dessus de la médiocrité ambiante et virale.**

L'homme et ses organes n'ont pas été conçus pour vivre aussi longtemps, qu'on le veuille ou non. Je veux dire par là qu'il arrive forcément un âge où l'un ou l'autre de ses organes va présenter des défaillances qui lui seront fatales, comme toute matière vouée à l'usure et amenée naturellement à se transformer, au point parfois de devenir méconnaissable ou impropre à remplir certaines fonctions. C'est dans l'ordre des choses ou de la nature, et c'est justement cela qu'on refuse dorénavant d'admettre, ce qui est absurde.

Là où il y a manipulation, c'est quand ils prétendent que le coronavirus qui sévit actuellement serait comparable à des virus qui dans le passé pouvaient faire des millions de morts, alors que de nos jours et depuis un certain temps déjà nous maîtrisons ce genre de situation, pour avoir mis au point tout un ensemble d'antivirus qui peuvent contribuer à endiguer toute sorte d'épidémie, pour peu évidemment qu'on en ait la volonté ou qu'on y recoure, tout dépend finalement de l'exploitation qu'ils comptent en faire.

Quand on est normalement constitué, c'est quelque chose qu'on a du mal à concevoir et on se fait avoir. On ne va pas imaginer que ce genre de facteur puisse faire partie de leur stratégie ou qu'ils l'exploitent comme tel pour parvenir à leurs fins inavouables, c'est tellement monstrueux. Chaque fois ils recourent au même procédé, de sorte qu'on ne puisse pas leur reprocher d'en être à l'origine, bien au contraire, puisqu'ils se posent en victime de la crise qu'ils ont provoquée. De là à ce qu'on fasse appel à eux pour qu'ils la résolvent, il n'y a qu'un pas, tout en volant à leur secours pour masquer cette imposture et le tour est joué.

Un parti ouvrier révolutionnaire aurait appelé à résister et à refuser le confinement, en appelant la classe ouvrière à s'organiser en milice armée face à l'Etat totalitaire pour l'abattre. Mais ce parti n'existe pas.

- Coronavirus: un syndicat affirme que 5000 policiers sont confinés avec des symptômes, dont 650 à Paris - bfmtv.com 21 mars 2020

### **A bas l'union nationale, à bas le confinement !**

#### **- Coronavirus: face à l'urgence, union au Parlement - AFP 22 mars 2020**

"Cette crise, exceptionnelle par sa nature et par son ampleur, appelle une mobilisation exceptionnelle, une concorde exceptionnelle", alors que "sur tous les continents, s'installe un sentiment d'urgence et parfois de panique", a lancé d'emblée samedi le Premier ministre, évoquant aussi un "véritable tsunami" sur l'économie "au moment même où la confiance revenait".

Les députés examinent, après le Sénat, le projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances une série de mesures pour soutenir les entreprises et instaurant un état d'urgence sanitaire.

Ils ont voté dans la soirée après plusieurs heures d'échanges l'article clé permettant l'instauration de ce régime d'exception, après des modifications apportées au fil de la discussion, dont des sanctions alourdies en cas de violation répétée du confinement.

"Nous serons toujours au rendez-vous de l'intérêt général" mais resterons "une opposition, sans acrimonie", a prévenu Jean-Luc Mélenchon (LFI).

Droite et gauche ont promis leur soutien au projet de loi, qui devrait être approuvé dans la nuit.  
AFP 22 mars 2020

Ce qu'on dénomme désormais la droite (PS, EELV) et la droite sociale (LFI, PCF) "*serons toujours au rendez-vous* pour soutenir le régime et le petit dictateur locataire de l'Elysée, c'est dans l'ordre des choses.

### **Ils sont en guerre permanente contre le peuple, chassons-les du pouvoir !**

- **"C'est une guerre. Elle va durer": les confidences d'Emmanuel Macron sur la suite de l'épidémie de coronavirus - BFMTV 22 mars 2020**

Le préfet des Alpes-Maritimes a d'ailleurs décidé d'instaurer un couvre-feu dans son département dès ce samedi soir à partir de 22h00.

L'Assemblée nationale a également voté ce samedi l'article du projet de loi face au coronavirus qui permet au gouvernement de prendre des mesures "limitant la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion, dans la seule finalité de mettre fin à la catastrophe sanitaire". BFMTV 22 mars 2020

### **Les fachos se lâchent.**

- **L'exécutif veut jusqu'à six mois de prison pour ceux qui récidivent dans le non-respect du confinement BFMTV 22 mars 2020**

Dans le texte qui instaure un dispositif d'état d'urgence sanitaire, le gouvernement prévoit de revenir sur l'article 5 du projet de loi, qui prévoyait que la violation des interdictions édictées en cas de déclaration de l'état d'urgence sanitaire serait punie d'une contravention de la quatrième classe.

Le Sénat a supprimé ce dispositif en première lecture, souhaitant que les sanctions soient prévues par décret. Mais dans un amendement, l'exécutif préfère prévoir cette contravention, "afin qu'elle soit immédiatement applicable". Il veut donc rétablir ce qui permettra l'application d'une amende forfaitaire de 135 euros. Mais il ajoute également qu'un stage de citoyenneté pourra être imposé, aux frais des personnes sanctionnées, ainsi que la suspension du permis de conduire concernant le véhicule utilisé pour commettre l'infraction.

Pour être encore plus dissuasif, l'amendement du gouvernement instaure une sanction plus lourde en cas de récidive. Dans ce cas, il ne s'agit plus d'une contravention de la quatrième classe, mais un délit puni de six mois d'emprisonnement et 3750 euros d'amende, ainsi que d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général, pour une infraction commise à quatre reprises dans les 30 derniers jours. Une simple récidive sera punie de 1500 euros d'amende, soit une contravention de cinquième classe. BFMTV 22 mars 2020

### **Les enragés aussi . "On n'a pas de traitement pour l'instant" : Meuteur, assassin !**

- **Le confinement durera "six semaines, voire plus", selon le chef du service des maladies infectieuses à Bichat Franceinfo 20 mars 2020**

La durée du confinement pour enrayer l'épidémie de coronavirus sera probablement de "six semaines, voire plus" a affirmé sur franceinfo vendredi 20 mars sur franceinfo Yazdan

Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Bichat à Paris, directeur de l'infectiologie à l'Inserm et expert auprès de l'OMS.

"Je pense que le confinement ne va pas s'arrêter en France dans dix jours. Je pense que ça va être plus long", a expliqué celui qui fait également partie du conseil scientifique qui conseille Emmanuel Macron. "Cela dépendra un peu de la courbe de l'épidémie, du nombre de nouveau cas qu'on va voir (...) Je pense qu'il faut partir sur six semaines, quelque chose comme ça, je ne peux pas exactement dire. Mais ce sera plus que 15 jours, ce sera autour de 6 semaines probablement, voire plus."

"On n'a pas de vaccin, on n'a pas de traitement pour l'instant. J'espère qu'on l'aura rapidement. En attendant, c'est la seule mesure qui nous permet vraiment de contenir l'épidémie", insiste le professeur. Franceinfo 20 mars 2020

LVOG - Ils sont bien les rois des fake news, de l'information toxique, de la désinformation.

**Si c'est le Washington Post et la CIA qui commence à lâcher le morceau, on ne va pas les contredire.**

Yahoo Actualités- C'est bien possible selon le Washington Post. En janvier et février, les rapports des agences de renseignement américain ont fait remonter à l'administration Trump des informations venant de Chine et ils ont été clairs : l'Empire du Milieu cachait la véritable ampleur du virus, et il y avait bien un danger pour les USA de vivre une redoutable épidémie.

S'ils n'ont pas prédit quand le virus allait arriver sur le sol américain... Yahoo Actualités 21 mars 2020

LVOG - Comment l'auraient-il pu puisque c'est de là qu'il est parti !

### **Commentaires d'internautes.**

1- "Là ça va trop loin. Dans mon département pour 11 malades (11) tous les espaces extérieurs, tous, viennent d'être interdits par arrêté du préfet, suite aux directives Macron d'hier matin. Alors que la population est très civique et que les distances sont respectées. Assignation au domicile pour les innocents sans aucune justification sanitaire ! Et ce matin les premières gardes à vue En trois jours, il a réussi ce que même l'armée d'occupation n'avait pas réussi à faire ! Réveillez-vous les Français ça s'appelle un régime autoritaire et c'est bien pire qu'un virus ! "

2- "Bonjour je suis consterné par cette annonce. D'autres Pays sortent de la crise sans confinement total (Corée du Sud / Taiwan .... ) Leur stratégie : utiliser la technologie et la logique : détecter tous les cas suspects (c'est une recommandation de l'OMS) .... Les seuls Pays où l'épidémie n'est pas maîtrisée instaurent un confinement général ! Déployons des tests en masses et protégeons les personnes à risques (seules les personnes vulnérables devraient être confinées) et arrêtons ce confinement sans tests et isolements des cas suspects ! Pour les personnes qui réfléchissent 50 % des personnes infectées sont porteuses saines .... Ces personnes infectent obligatoirement leur entourage dans leur logement (vu qu'elle ne sont pas dépistées) .... C'est une des raisons logiques qui explique que le nombre de contamination ne diminue pas en Italie .... Les porteurs sains et les malades avec peu de symptômes contaminent leur habitat et tout le foyer tombe malade !"

3- La question à laquelle on aimerait une réponse ou, a minima, qu'elle soit posée : pourquoi à l'instar de la Corée du Sud ou de l'Allemagne nos autorités n'ont pas décidé de dépister massivement puis confiner et traiter les positifs plutôt que de confiner toute la population pour attendre la vague et au final la submersion ? Les statistiques parlent en faveur de la première

méthode sans compter le cataclysme économique à venir. Il est vrai comme la fait remarquer quelqu'un que ces deux pays n'avaient pas de Mère des Réformes à faire passer en urgence prioritaire à l'Assemblée Nationale ainsi que des élections municipales absolument indispensables à la vie démocratique à organiser !

### Comment ils ont procédé par étapes.

#### **- Rachat d'actions : le scandale financier qui couve aux États-Unis - capital.fr 20 mars 2020 - capital.fr 20 mars 2020**

Alors qu'elles réclament des dizaines de milliards de dollars pour leur sauvetage, les grandes compagnies aériennes sont accusées d'avoir brûlé leur trésorerie en rachetant leurs propres actions. Le "buyback", un outil polémique qui soutient artificiellement les cours.

Le secteur aérien traverse sa plus grande crise depuis le 11-Septembre, cloué au sol à cause de l'épidémie de coronavirus. Sans un soutien massif des États, la quasi-totalité des compagnies aériennes seront en faillite d'ici une poignée de semaines. American Airlines, United Airlines et Delta Air Lines ont ainsi estimé que l'industrie avait besoin de 25 milliards de dollars de subventions et de 25 milliards de dollars de prêts et allègements fiscaux pour survivre. Elles réclament aussi un allègement des charges jusqu'à au moins fin 2021, qui pourrait s'élever à des dizaines de milliards de dollars.

Les quatre plus grosses compagnies (Delta, American, Southwest et United) ont collectivement dépensé 39 milliards de dollars pour racheter leurs propres actions lors des cinq dernières années, selon S&P Dow Jones Indices, une société américaine qui fournit des données financières. Ces opérations ont été réalisées à partir de leur trésorerie, celle qui manque cruellement aujourd'hui.

Le rachat de ses propres actions, à quoi ça sert ?

Les entreprises utilisent leur cash pour racheter leurs actions pour plusieurs raisons. Cela sert à "brûler" des actions, ce qui augmente mécaniquement le revenu par action de celles qui restent. Cela peut servir, par exemple, dans le cas d'une société qui émettrait beaucoup d'actions nouvelles pour rémunérer ses dirigeants. Le rachat d'actions peut alors atténuer la dilution au capital des autres actionnaires. La plupart du temps, cet outil soutient le cours boursier. Voilà pour le concept, mais cela peut occasionner des dérives.

"La polémique autour des rachat d'actions s'intensifie", constate Nicolas Chéron, responsable de la recherche marchés pour le courtier Binck. "Les sociétés ont préféré remercier leurs actionnaires en soutenant les cours de leurs propres actions plutôt qu'en assainissant leurs finances ou en se créant une trésorerie importante. De ce fait, frappées de plein fouet par la crise du Covid-19, elles ne peuvent absolument pas faire face et demandent de l'aide à l'État", rajoute-t-il. "Les rachats d'actions ont été un soutien artificiel à Wall Street, soulève Sacha Pouget, directeur associé du cabinet de conseil en stratégie KB Advisors, les sociétés qui ont utilisé ce schéma devraient être interdites d'y recourir si un centime d'argent public est dépensé pour elles."

Selon une étude publiée en novembre dernier par la banque d'affaires Goldman Sachs, les grandes entreprises américaines ont dépensé 2.500 milliards de dollars pour du rachat d'actions entre 2016 et 2019. Cela s'explique notamment par les importantes baisses d'impôts décidées par Donald Trump après son élection. Sur les 480 milliards de dollars utilisés en 2019 par le S&P 500, l'indice représentant les 500 plus grosses cotations américaines, plus de 100% de leur trésorerie a été utilisé pour faire du rachat d'actions et à un degré moindre offrir des dividendes. Apple est le champion toutes catégories avec un programme de 175 milliards de dollars, selon son rapport fiscal 2019. (Tiens, encore Bill Gates en première ligne, encore une coïncidence sans doute ! - LVOG)

Le secteur aérien américain n'est pas le seul à être pointé du doigt. Les huit plus grandes banques américaines ont annoncé le 16 mars qu'elles suspendaient leurs rachats d'actions, promettant de conserver des capitaux pour affronter la crise du coronavirus. Parmi elles, Bank of America, Citigroup, Goldman Sachs, JP Morgan, Morgan Stanley ou Wells Fargo. Depuis 2010, les 17 plus grandes banques américaines ont dépensé la somme stratosphérique de 514 milliards de dollars pour racheter leurs actions.

Cette décision reflète une prise de conscience comme quoi il serait mauvais pour les banques de récompenser leurs actionnaires, alors qu'elle s'apprêtent à prendre des mesures impopulaires dans le cadre de la crise qui vient d'éclater (saisies, inaccessibilité au crédit, etc.). "Il y a une énorme pression politique sur les banques pour qu'elles conservent leur capital, cette étape devrait aider", a déclaré dans une note Jaret Seiberg, directeur général de la recherche pour la banque d'investissement américaine Cowen. Et si la crise s'intensifie, il assure qu'elles devront aussi réduire leurs dividendes : "Cela peut davantage devenir un problème politique qu'un problème de sécurité et de solidité".

### **En complément. Régalez-vous !**

- Mesures de relance aux Etats-Unis supérieures à 2.000 milliards de dollars - Reuters 22 mars 2020